

**6 MAI 1999. — Décret portant modification du décret du 27 novembre 1997  
modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine,  
modifié par le décret du 23 juillet 1998 (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 11 sub, article 1<sup>er</sup> du décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, les mots « des plans d'aménagement, des règlements d'urbanisme ou des permis de lotir » sont remplacés par les mots « des plans d'aménagement ou des règlements d'urbanisme ».

**Art. 2.** Dans l'article 12 sub article 1<sup>er</sup> du décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, est inséré un 7<sup>e</sup> rédigé comme suit :

« 7<sup>e</sup> aux organismes universitaires dans le cadre du programme d'action de la Conférence permanente du développement territorial. »

**Art. 3.** Dans l'article 43, § 2, sub article 1<sup>er</sup> du décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, l'alinéa 4 est remplacé par la disposition suivante :

« A la clôture de l'enquête publique, le collège des bourgmestre et échevins de chacune des communes auxquelles s'étend le projet de plan organise une réunion de concertation. Le Gouvernement peut arrêter les modalités et les délais relatifs à la réunion de concertation. »

**Art. 4.** Dans l'article 43, § 4, alinéa 2, sub article 1<sup>er</sup> du décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, le mot « nonante » est remplacé par le mot « soixante ».

**Art. 5.** Dans l'article 46, alinéa 2, 3<sup>e</sup>, sub article 1<sup>er</sup> du décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, sont ajoutés les mots suivants : « dans les cinq ans de l'adoption définitive de la révision du plan de secteur ».

**Art. 6.** Dans l'article 51, § 2, sub article 1<sup>er</sup> du décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, l'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante :

« A la clôture de l'enquête publique, le collège des bourgmestre et échevins organise une réunion de concertation. Le Gouvernement peut arrêter les modalités et les délais relatifs à la réunion de concertation. »

**Art. 7.** Dans l'article 54 sub article 1<sup>er</sup> du décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, est ajouté le point 5 suivant :

« 5. l'élaboration ou la révision des plans communaux d'aménagement à destiner aux services publics ou aux équipements communautaires, aux loisirs, aux activités économiques ou aux activités économiques spécifiques qu'il reconnaît d'intérêt régional et dont il établit la liste. »

**Art. 8.** Dans l'article 84, § 1<sup>er</sup>, sub article 1<sup>er</sup> du décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine :

1<sup>e</sup> le 8<sup>e</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« 8<sup>e</sup> boiser, déboiser, à l'exclusion de la sylviculture dans la zone forestière et de la culture de sapins de Noël, dans une zone non destinée à l'urbanisation; »;

2<sup>e</sup> le 9<sup>e</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« 9<sup>e</sup> procéder à une culture intensive d'essences forestières, en ce compris de sapins de Noël, dans une zone destinée à l'urbanisation; »;

3<sup>e</sup> le 14<sup>e</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« 14<sup>e</sup> entreprendre ou laisser entreprendre des travaux de restauration au sens du livre III, relatifs à un bien immobilier inscrit sur la liste de sauvegarde ou classé en application des dispositions du même livre, à l'exception des travaux qui ne modifient ni l'aspect extérieur ou intérieur du bien, ni ses matériaux, ni les caractéristiques ayant justifié les mesures de protection, et qui sont soumis à une déclaration préalable selon les modalités arrêtées par le Gouvernement. »

**Art. 9.** Dans l'article 88 sub article 1<sup>er</sup> du décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, le 1<sup>e</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« 1<sup>e</sup> dans les cas visés à l'article 84, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup>; ».

Dans le même article, est inséré, entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2, un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« La durée du permis peut être limitée s'il est relatif à des actes et travaux dans une zone qui n'est pas destinée à l'urbanisation. »

**Art. 10.** A l'article 89, alinéa 1<sup>er</sup>, sub article 1<sup>er</sup> du décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, insérer après les mots « lotir un terrain » les mots « La promotion ou la publicité relative à pareil acte est visée par le même permis ».

A l'article 89, alinéa 2, sub article 1<sup>er</sup> du décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, remplacer les mots « en vue soit de la construction d'une habitation, du placement d'une installation fixe ou mobile pouvant être utilisée pour l'habitation, soit la construction d'un bâtiment destiné aux activités d'artisanat, de service, de distribution, de recherches ou de petites industries. Dans ce dernier cas, le permis de lotir peut ne comporter que les éléments visés à l'article 49, alinéa 2 par les mots « en vue de la construction d'une habitation ou du placement d'une installation fixe ou mobile pouvant être utilisée pour l'habitation ».

**Art. 11.** Dans l'article 108 sub article 1<sup>er</sup> du décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, est ajouté un paragraphe 5 rédigé comme suit :

« § 5. Dès que le plan communal d'aménagement visé à l'article 54, 5°, est adopté provisoirement par le conseil communal ou, le cas échéant, par le Gouvernement, celui-ci ou le fonctionnaire délégué, saisi d'une demande de permis d'urbanisme ou de lotir, peut délivrer le permis conformément aux dispositions visées à l'article 127, à condition que la demande de permis soit conforme à la destination fixée par le plan adopté provisoirement. »

**Art. 12.** Dans l'article 110 sub, article 1<sup>er</sup> du décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, les mots « et à l'exception des zones naturelles ou des périmètres de point de vue remarquable » et les mots « dans la mesure où leur localisation résulte d'impératifs techniques et » sont abrogés.

**Art. 13.** Dans l'article 111 sub, article 1<sup>er</sup> du décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, les mots « A l'exception des zones naturelles ou des périmètres de point de vue remarquable, les« sont remplacés par le mot « Les ».

**Art. 14.** Dans l'article 112 sub, article 1<sup>er</sup> du décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, le mot « agricoles« est remplacé par les mots « qui ne sont pas destinées à l'urbanisation ».

**Art. 15.** Dans l'article 114 sub, article 1<sup>er</sup> du décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, est inséré un nouvel alinéa 2 rédigé comme suit :

« La présente sous-section n'est pas applicable lorsque la demande de permis est sollicitée par une personne de droit public visée à l'article 127, § 1<sup>er</sup>, ou lorsqu'elle concerne des actes et travaux d'utilité publique visés au même article. La demande de permis est néanmoins soumise aux mesures particulières de publicité déterminées par le Gouvernement. »

**Art. 16.** L'article 126 sub, article 1<sup>er</sup>, du décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 126. Lorsqu'un permis d'urbanisme autorise plusieurs constructions et que ces constructions impliquent la réalisation d'infrastructures et d'équipements communs en ce compris les équipements d'épuration des eaux usées, le permis peut subordonner les mutations à titre gratuit ou onéreux, de partage, de constitution d'emphytéose ou de superficie, ou de location pour plus de neuf ans, portant sur tout ou partie de ces biens :

1° à un certificat délivré dans les conditions visées à l'article 95, alinéa 1<sup>er</sup>;

2° à un acte de division dressé par le notaire fixant les prescriptions urbanistiques de l'ensemble et les modalités de gestion des parties communes.

Le permis mentionne les phases éventuelles de réalisation des constructions en précisant le début de chaque phase.

Lorsque le permis implique l'ouverture de nouvelles voies de communication, la modification du tracé de voies de communication communales existantes, l'élargissement ou la suppression de celles-ci, la délivrance du permis est subordonnée à l'application des dispositions visées aux articles 128 et 129. »

**Art. 17.** Dans l'article 127 sub, article 1<sup>er</sup> du décret du décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, est inséré un paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Lorsque le permis est sollicité auprès du fonctionnaire délégué, un accusé de réception est adressé au demandeur. L'envoi de la décision intervient dans les cent cinquante jours à compter de la date de l'accusé de réception. A défaut, le demandeur peut inviter le Gouvernement à statuer sur sa demande après cent soixante jours à dater de l'accusé de réception, auquel cas la décision est réservée au Gouvernement qui statue dans les soixante jours. »

**Art. 18.** Dans l'article 171 sub, article 1<sup>er</sup>, du décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, est inséré un paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. A la fin des travaux visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, l'inscription sur le registre de la conservation des hypothèques visée à l'article 168, § 3, est rapportée. »

**Art. 19.** Dans l'article 184sub, article 1<sup>er</sup>, du décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, entre les mots « pour des » et les mots « actes et travaux » sont insérés les mots « études préalables ou des ».

**Art. 20.** L'article 8 du décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, est complété par un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Sans préjudice de l'article 107, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, du même Code, le plan particulier d'Aménagement approuvé en exécution des dispositions du Code wallon de l'aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine applicables avant le 1<sup>er</sup> mars 1998 acquiert à la date précitée tous les effets juridiques attachés au plan communal d'aménagement. »

**Art. 21.** L'article 11 du décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, est complété par des alinéas 2 et 3 rédigés comme suit :

« Une commission consultative communale dont la constitution a été approuvée par le Gouvernement avant le 1<sup>er</sup> mars 1998 reste valablement constituée jusqu'à son renouvellement conformément à l'article 7 du même Code.

Jusqu'à l'installation du nouveau conseil communal, les dispositions en vigueur avant le 1<sup>er</sup> mars 1998 réglant la modification de la composition des commissions consultatives communales sont applicables aux commissions visées aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2. »

**Art. 22.** Dans l'article 13 du décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, les mots « 31 janvier » sont remplacés par les mots « 1<sup>er</sup> février ».

**Art. 23.** L'article 14 du décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine est abrogé.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 6 mai 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E, du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,  
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,  
W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,  
W. ANCION

—————  
Note

(1) *Session 1998-1999.*

*Documents du Conseil.* — 512 (1998-1999) n<sup>os</sup> 1 à 9.

*Compte rendu intégral.* — Séance publique du 4 mai 1999. Discussion. Vote.

—————  
ÜBERSETZUNG

D. 99 — 1913

[C - 99/27479]

**6. MAI 1999 — Dekret zur Abänderung des durch das Dekret vom 23. Juli 1998 abgeänderten Dekrets vom 27. November 1997 zur Abänderung des wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe (1)**

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1** - In Artikel 11 sub Artikel 1 des Dekrets vom 27. November 1997 zur Abänderung des wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird der Wortlaut "Raumordnungspläne, Städtebauordnungen oder Erschließungsgenehmigungen" durch den Wortlaut "Raumordnungspläne oder Städtebauordnungen" ersetzt.

**Art. 2** - In Artikel 12 sub Artikel 1 des Dekrets vom 27. November 1997 zur Abänderung des wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird eine Pos. 7° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«7° den universitären Einrichtungen im Rahmen des Aktionsprogramms der ständigen Konferenz zur territorialen Entwicklung.»

**Art. 3** - In Artikel 43, § 2 sub Artikel 1 des Dekrets vom 27. November 1997 zur Abänderung des wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird Absatz 4 durch den folgenden Wortlaut ersetzt: "Am Abschluss der öffentlichen Untersuchung veranstaltet das Bürgermeister- und Schöffenkollegium in jeder durch den Planentwurf betroffenen Gemeinde eine Konzertierungsversammlung. Die Regierung kann die Modalitäten und die Fristen bezüglich dieser Konzertierungsversammlung erlassen.

**Art. 4** - In Artikel 43, § 4, Absatz 2 sub Artikel 1 des Dekrets vom 27. November 1997 zur Abänderung des wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird der Wortlaut "neunzig" durch den Wortlaut "sechzig" ersetzt.

**Art. 5** - In Artikel 46, Absatz 2, 3° sub Artikel 1 des Dekrets vom 27. November 1997 zur Abänderung des wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird der folgende Wortlaut zwischen "Gewerbegebieten" und "ausgeglichen" eingefügt: "innerhalb fünf Jahren ab der endgültigen Verabschiedung der Revision des Sektorenplans".

**Art. 6** - In Artikel 51, § 2 sub Artikel 1 des Dekrets vom 27. November 1997 zur Abänderung des wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird Absatz 3 durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Am Abschluss der öffentlichen Untersuchung organisiert das Bürgermeister- und Schöffenkollegium eine Konzertierungsversammlung. Die Regierung kann die Modalitäten und Fristen bezüglich der Konzertierungsversammlung erlassen.»

**Art. 7** - In Artikel 54 sub Artikel 1 des Dekrets vom 27. November 1997 zur Abänderung des wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird die folgende Position 5 hinzugefügt:

«5. die Ausarbeitung oder Revision von kommunalen Raumordnungsplänen, die für öffentliche Dienststellen oder gemeinschaftliche Anlagen, Freizeitaktivitäten, wirtschaftliche Tätigkeiten oder spezifische wirtschaftliche Tätigkeiten, deren Gemeinnützigkeit sie anerkennt und deren Liste sie aufstellt, zu bestimmen sind.»

**Art. 8** - In Artikel 84, § 1 sub Artikel 1 des Dekrets vom 27. November 1997 zur Abänderung des wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe:

1° wird Pos. 8° durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«8° bewalden, abholzen, mit Ausnahme der Forstwirtschaft im Forstgebiet und des Anbaus von Weihnachtsbäumen in einem Gebiet, das nicht zur Verstärkung bestimmt ist»;

2° wird Pos. 9° durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«9° einen intensiven Anbau von Holzarten, einschließlich der Weihnachtsbäume, in einem Gebiet, das zur Verstärkung bestimmt ist, vornehmen.»

3° wird Pos. 14° durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«14° Erhaltungsarbeiten im Sinne von Buch III ausführen oder ausführen lassen, hinsichtlich eines Immobiliargutes, welches in Anwendung der Bestimmungen desselben Buchs auf der Schutzliste oder unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz steht, mit Ausnahme der Arbeiten, die weder den inneren noch den äußeren Aspekt des Immobiliargutes, noch seine Baustoffe noch die Merkmale, die die Schutzmaßnahmen begründet haben, verändern, und die nach den von der Regierung erlassenen Modalitäten einer vorherigen Erklärung unterliegen.»

**Art. 9** - In Artikel 88 sub Artikel 1 des Dekrets vom 27. November 1997 zur Abänderung des wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird Pos. 1° durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«1° in den in Artikel 84, § 1, 2°, 9° und 13° genannten Fällen;»

In denselben Artikel wird zwischen Absatz 1 und Absatz 2 ein neuer Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Die Laufzeit der Genehmigung kann begrenzt werden, wenn sie Handlungen und Arbeiten in einem Gebiet, das nicht zur Verstärkung bestimmt ist, betrifft.»

**Art. 10** - In Artikel 89, Absatz 1 sub Artikel 1 des Dekrets vom 27. November 1997 zur Abänderung des wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird nach dem Wortlaut "ein Grundstück erschließen" der Wortlaut "Die Förderung oder die Werbung bezüglich einer solchen Handlung unterliegt derselben Genehmigung" eingefügt.

In Artikel 89, Absatz 2 sub Artikel 1 des Dekrets vom 27. November 1997 zur Abänderung des wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird der Wortlaut "zwecks des Baus einer Wohnung oder der Aufstellung einer ortsfesten oder mobilen, zur Bewohnung geeigneten Einrichtung, oder zwecks des Baus eines Gebäudes für Tätigkeiten im Bereich des Handwerks, der Dienstleistungen, des Vertriebs, der Forschung oder der Kleinindustrie. In letzterem Fall kann die Erschließungsgenehmigung nur die in Artikel 49, Absatz 2 genannten Elemente enthalten" durch den Wortlaut "zwecks des Baus einer Wohnung oder der Aufstellung einer ortsfesten oder mobilen, zur Bewohnung geeigneten Einrichtung" ersetzt.

**Art. 11** - In Artikel 108 sub Artikel 1 des Dekrets vom 27. November 1997 zur Abänderung des wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird ein § 5 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«§ 5. Sobald der Gemeinderat oder ggf. die Regierung den in Artikel 54, 5° erwähnten kommunalen Raumordnungsplan vorläufig verabschiedet hat, kann die Regierung oder der beauftragte Beamte, die bzw. der mit einem Antrag auf eine Städtebau- oder Erschließungsgenehmigung befasst worden ist, gemäß den in Artikel 127 erwähnten Bestimmungen die Genehmigung erteilen, vorausgesetzt, dass der Genehmigungsantrag der Zweckbestimmung entspricht, die durch den vorläufig verabschiedeten Plan festgelegt worden ist.»

**Art. 12** - In Artikel 110 sub Artikel 1 des Dekrets vom 27. November 1997 zur Abänderung des wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe werden der Wortlaut "und mit Ausnahme der Naturgebiete oder der Umkreise mit bemerkenswertem Ausblick" und der Wortlaut "in dem ihre Niederlassung aus technischen Notwendigkeiten hervorgeht und" aufgehoben.

**Art. 13** - In Artikel 111 sub Artikel 1 des Dekrets vom 27. November 1997 zur Abänderung des wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird der Wortlaut "Mit Ausnahme der Naturgebiete oder der Umkreise mit bemerkenswertem Ausblick, können die bestehenden Gebäude, deren aktuelle oder zukünftige Zweckbestimmung den Vorschriften des Sektorenplans nicht entspricht, Gegenstand von Umbau-, Vergrößerungs- oder Wiederaufbauarbeiten sein. » durch den Wortlaut "Die bestehenden Gebäude, deren aktuelle oder zukünftige Zweckbestimmung den Vorschriften des Sektorenplans nicht entspricht, können Gegenstand von Umbau-, Vergrößerungs- oder Wiederaufbauarbeiten sein» ersetzt.

**Art. 14** - In Artikel 112 sub Artikel 1 des Dekrets vom 27. November 1997 zur Abänderung des wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird der Wortlaut "Agrargebieten" durch den Wortlaut "nicht zur Verstärkung bestimmten Gebieten" ersetzt.

**Art. 15** - In Artikel 114 sub Artikel 1 des Dekrets vom 27. November 1997 zur Abänderung des wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird ein neuer Absatz 2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Der vorliegende Unterabschnitt findet keine Anwendung, wenn der Genehmigungsantrag von einer in Artikel 127 § 1 erwähnten öffentlich-rechtlichen Person eingereicht wird, oder wenn er imselben Artikel erwähnte Handlungen und Arbeiten für das Gemeinwohl betrifft. Der Genehmigungsantrag unterliegt jedoch den von der Regierung bestimmten besonderen Bekanntmachungsmaßnahmen.»

**Art. 16** - Artikel 126 sub Artikel 1 des Dekrets vom 27. November 1997 zur Abänderung des wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 126 - Wenn der Genehmigungsantrag mehrere Bauten erlaubt, und wenn diese die Anlage von gemeinschaftlichen Infrastrukturen und gemeinschaftlichen Ausrüstungen, einschließlich der Abwasserklärvorrichtungen benötigen, kann die Genehmigung die unentgeltlichen bzw. entgeltlichen Umschreibungen von der Teilung, der Gründung eines Erbpacht- bzw. eines Baurechts, der Vermietung für mehr als neun Jahre bezüglich eines Teils oder der Gesamtheit dieser Güter der Vorlage der folgenden Unterlagen unterwerfen:

1° eine unter den in Artikel 95, Absatz 1 erwähnten Bedingungen erteilte Bescheinigung;

2° ein Aufteilungsakte, die vom Notar ausgefertigt worden ist und die städtebaulichen Vorschriften der Siedlung als Gesamtheit und die Verwaltungsmodalitäten der gemeinschaftlichen Teile festlegt.

Die Genehmigung gibt die eventuellen Ausführungsphasen für jede der Bauten an unter Angabe des Anfangsdatums für jede Phase.

Wenn die Genehmigung die Anlage neuer Verkehrswege, eine Trassenabänderung, die Erweiterung oder das Abschaffen von vorhandenen Gemeindewegen erfordert, wird die Erteilung der Genehmigung von der Anwendung der in Artikel 128 und 129 erwähnten Bedingungen abhängig gemacht. »

**Art. 17** - In Artikel 127 sub Artikel 1 des Dekrets vom 27. November 1997 zur Abänderung des wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird ein § 4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«§ 4. Wenn die Genehmigung beim beauftragten Beamten beantragt wird, wird eine Empfangsbestätigung an den Antragsteller gerichtet. Die Zustellung des Beschlusses erfolgt innerhalb von hundertfünfzig Tagen ab dem Datum der Empfangsbestätigung. Mangels dessen kann der Antragsteller die Regierung ersuchen, nach hundertsechzig Tagen ab dem Datum der Empfangsbestätigung über seinen Antrag Stellung zu nehmen. In diesem Fall obliegt der Beschluss der Regierung, die innerhalb sechzig Tagen entscheidet.»

**Art. 18** - In Artikel 171 sub Artikel 1 des Dekrets vom 27. November 1997 zur Abänderung des wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird ein § 4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«§ 4. Am in § 1 erwähnten Ende der Arbeiten wird die in Artikel 168, § 3 erwähnte Eintragung in dem Hypothekenregister gestrichen.»

**Art. 19** - In Artikel 184 sub Artikel 1 des Dekrets vom 27. November 1997 zur Abänderung des wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird zwischen "für" und "Handlungen und Arbeiten" der Wortlaut "Vorstudien oder" eingefügt.

**Art. 20** - Artikel 8 des Dekrets vom 27. November 1997 zur Abänderung des wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird mit einem Absatz 2 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«Unbeschadet von Artikel 107, § 1, Absatz 1, 1° desselben Gesetzbuches erlangt der in Ausführung der vor dem 1. März 1998 anwendbaren Bestimmungen des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe genehmigte Bebauungsplan am vorerwähnten Datum alle mit dem kommunalen Raumordnungsplan verbundenen Rechtswirkungen.»

**Art. 21** - Artikel 11 des Dekrets vom 27. November 1997 zur Abänderung des wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird mit Absätzen 2 und 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«Ein kommunaler Beratungsausschuss, dessen Zusammensetzung vor dem 1. März 1998 von der Regierung genehmigt worden ist, gilt bis zu dessen Erneuerung gemäß Artikel 7 desselben Gesetzbuches als ordnungsgemäß zusammengesetzt.»

Bis zur Einsetzung des neuen Gemeinderats finden die vor dem 1. März 1998 geltenden Bestimmungen zur Regelung der Abänderung der Zusammensetzung der kommunalen Beratungsausschüsse auf die in Absatz 1 und 2 erwähnten Ausschüsse weiterhin Anwendung.»

**Art. 22** - In Artikel 13 des Dekrets vom 27. November 1997 zur Abänderung des wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird der Wortlaut "31. Januar" durch den Wortlaut "1. Februar" ersetzt.

**Art. 23** - Artikel 14 des Dekrets vom 27. November 1997 zur Abänderung des wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird aufgehoben.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 6. Mai 1999.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,  
M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,  
B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
G. LUTGEN

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,  
W. TAMINIAUX

Der Minister der Forschung,  
der Technologischen Entwicklung, des Sportwesens und der Internationalen Beziehungen,  
W. ANCIEN

—  
Note

(1) *Sitzungsperiode 1998-1999.*

*Dokumente des Wallonischen.* — Regionalrates, 512 (1998-1999) Nr. 1 bis 9.

*Ausführliches Sitzungsprotokoll.* — Öffentliche Sitzung vom 4. Mai 1999. Diskussion. Abstimmung.

## VERTALING

N. 99 — 1913

[C - 99/27479]

**6 MEI 1999. — Decreet houdende wijziging van het decreet van 27 november 1997 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium gewijzigd bij het decreet van 23 juli 1998 (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij. Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** In artikel 11 sub, artikel 1, van het decreet van 27 november 1997 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium worden de woorden "van de plannen van aanleg, stedenbouwkundige reglementen of verkavelingsvergunningen" vervangen door de woorden "van de plannen van aanleg of stedenbouwkundige reglementen".

**Art. 2.** In artikel 12 sub artikel 1 van het decreet van 27 november 1997 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium wordt een punt 7° ingevoegd, luidend als volgt :

« 7° aan universiteitsinstellingen in het kader van het actieprogramma van de permanente conferentie voor de ontwikkeling van het grondgebied. »

**Art. 3.** In artikel 43, § 2, sub artikel 1 van het decreet van 27 november 1997 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium wordt het vierde lid vervangen door de volgende bepaling :

« Na sluiting van het openbaar onderzoek belegt het college van burgemeester en schepenen van iedere gemeente waarop het ontwerp-plan betrekking heeft, een overlegvergadering. De Regering kan de nadere regels en de termijnen voor de overlegvergadering bepalen. »

**Art. 4.** In artikel 43, § 4, tweede lid, sub artikel 1 van het decreet van 27 november 1997 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium wordt het woord "negentig" vervangen door het woord "zestig".

**Art. 5.** In artikel 46, tweede lid, 3°, sub artikel 1 van het decreet van 27 november 1997 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium worden de volgende woorden toegevoegd : "binnen vijf jaar nadat de herziening van het gewestplan definitief wordt aangenomen".

**Art. 6.** In artikel 51, § 2, sub artikel 1 van het decreet van 27 november 1997 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium wordt het derde lid vervangen door de volgende bepaling :

« Na sluiting van het openbaar onderzoek belegt het college van burgemeester en schepenen een overlegvergadering. De Regering kan de nadere regels en de termijnen voor de overlegvergadering bepalen. »

**Art. 7.** In artikel 54, sub artikel 1 van het decreet van 27 november 1997 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium wordt het volgende punt 5 toegevoegd :

« 5. het opmaken of de herziening van de gemeentelijke plannen van aanleg die bestemd moeten zijn voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen, recreatie, bedrijfsactiviteiten of specifieke bedrijfsactiviteiten waarvan ze het gewestelijk belang erkent en de lijst samenstelt. »

**Art. 8.** In artikel 84, § 1, sub artikel 1 van het decreet van 27 november 1997 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 8° wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 8° bebossen, ontbossen, met uitzondering van bosbouw in het bosgebied en teelt van kerstbomen, in een gebied dat niet voor bebouwing bestemd is; »;

2° punt 9° wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 9° intensieve teelt van boomsoorten, met inbegrip van kerstbomen, in een gebied dat voor bebouwing bestemd is; »;

3° punt 14° wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 14° renovatiewerken in de zin van boek II uit te voeren of te laten uitvoeren op een onroerend goed dat op de beschermingslijst staat of dat krachtens de bepalingen van hetzelfde boek beschermd is, met uitzondering van de werken die geen wijziging aanbrengen in het binnen- en buitenuitzicht van het goed, de materialen en de kenmerken die de beschermingsmaatregelen hebben gewettigd, en waarvoor een voorafgaande aangifte vereist is op grond van de door de Regering bepaalde voorwaarden. »

**Art. 9.** In artikel 88 sub artikel 1 van het decreet van 27 november 1997 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium wordt punt 1° vervangen door de volgende bepaling :

« 1° in de gevallen bedoeld in artikel 84, § 1, 2°, 9° en 13°; »

In hetzelfde artikel wordt tussen het eerste en tweede lid een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De vergunning kan voor een beperkte duur worden toegekend indien ze betrekking heeft op handelingen en werken in een gebied dat niet voor bebouwing bestemd is. »

**Art. 10.** In artikel 89, eerste lid, sub artikel 1 van het decreet van 27 november 1997 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium worden na de woorden « van het college van burgemeester en schepenen. » de woorden « De promotie of openbaarmaking in verband met zulke handeling wordt door dezelfde vergunning geregeld » ingevoegd.

In artikel 89, tweede lid, sub artikel 1 van het decreet van 27 november 1997 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium worden de woorden « met het oog op de bouw van een woning, de oprichting van een vaste of verplaatsbare installatie die als woning kan worden gebruikt, of van een gebouw voor ambachten, dienstverlening, distributie, onderzoek of kleine industrie. In dit laatste geval kan de bouwvergunning slechts de in artikel 49, tweede lid, bedoelde gegevens bevatten. » vervangen door de woorden : « met het oog op de bouw van een woning of de aanleg van een vaste of verplaatsbare installatie die als woning kan worden gebruikt ».

**Art. 11.** In artikel 108 sub artikel 1 van het decreet van 27 november 1997 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium wordt een paragraaf 5 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 5. Zodra het gemeentelijk plan van aanleg, bedoeld in artikel 54, 5°, door de gemeenteraad of in voorkomend geval, door de Regering voorlopig wordt aangenomen, kan deze of de gemachtigde ambtenaar, bij wie een aanvraag om een stedenbouwkundige of verkavelingsvergunning is ingediend, de vergunning overeenkomstig de in artikel 127 bedoelde bepalingen afleveren op voorwaarde dat de vergunningsaanvraag aan de bij het voorlopig aangenomen plan vastgestelde bestemming beantwoordt. »

**Art. 12.** In artikel 110 sub artikel 1 van het decreet van 27 november 1997 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium worden de woorden "en met uitzondering van waardevolle natuurgebieden of oppervlakten" en de woorden "op voorwaarde dat hun vestiging door technische imperatieven is vereist en" opgeheven.

**Art. 13.** In artikel 111 sub artikel 1 van het decreet van 27 november 1997 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium worden de woorden « Met uitzondering van de waardevolle natuurgebieden of oppervlakten, kunnen de bestaande gebouwen waarvan de huidige of toekomstige bestemming niet in overeenstemming is met de voorschriften van het gewestplan, verbouwd, verruimd of heropgericht worden » vervangen door de woorden "De bestaande gebouwen waarvan de huidige of toekomstige bestemming niet in overeenstemming is met de voorschriften van het gewestplan, kunnen verbouwd, verruimd of heropgericht worden".

**Art. 14.** In artikel 112 sub artikel 1 van het decreet van 27 november 1997 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium wordt het woord "landbouwgebieden" vervangen door de woorden "gebieden die niet voor bebouwing bestemd zijn".

**Art. 15.** In artikel 114 sub artikel 1 van het decreet van 27 november 1997 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium wordt een nieuw lid 2 ingevoegd, luidend als volgt :

« Deze onderafdeling is niet van toepassing wanneer de vergunningsaanvraag ingediend wordt door een publiekrechtelijk rechtspersoon bedoeld in artikel 127, § 1, of wanneer ze betrekking heeft op in hetzelfde artikel bedoelde handelingen en werken van algemeen nut. De vergunningsaanvraag wordt evenwel onderworpen aan de bijzondere maatregelen van openbaarmaking die door de Regering worden bepaald. »

**Art. 16.** Artikel 126 sub artikel 1 van het decreet van 27 november 1997 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 126. Wanneer verscheidene bouwwerken krachtens een stedenbouwkundige vergunning toegelaten worden en wanneer deze bouwwerken betrekking hebben op gemeenschappelijke infrastructuur en voorzieningen, met inbegrip van de waterzuiveringsvoorzieningen, kunnen de mutaties om niet of onder bezwarende titel, de verdeling, de vestiging van erfpacht of opstal, of de verhuur voor het geheel van de goederen of een deel ervan voor meer dan negen jaar, bij de vergunning afhankelijk worden gesteld van :

1° een attest dat onder de voorwaarden bedoeld in artikel 95, eerste lid, wordt afgeleverd;

2° een akte van verdeling die door de notaris wordt opgemaakt waarbij de stedenbouwkundige voorschriften voor het geheel en de beheersregels voor de gemeenschappelijke gedeelten worden bepaald.

In de vergunning worden de eventuele uitvoeringsfasen voor deze bouwwerken, alsmede de begindatum van elke fase vermeld.

Wanneer de vergunning de aanleg van nieuwe verbindingswegen, alsook de wijziging van het tracé van de bestaande gemeentelijke verbindingswegen, de verbreding of de afschaffing ervan inhoudt, wordt de aflevering van de vergunning onderworpen aan de toepassing van de bepalingen van de artikelen 128 en 129. »

**Art. 17.** In artikel 127 sub artikel 1 van het decreet van 27 november 1997 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium wordt een paragraaf 4 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 4. Wanneer de vergunningsaanvraag bij de gemachtigde ambtenaar ingediend is, wordt een ontvangstbewijs aan de aanvrager gericht. De beslissing wordt verzonden binnen honderd vijftig dagen na de datum van het ontvangstbewijs. Bij gebreke hiervan kan de aanvrager de Regering erom verzoeken na honderd zestig dagen vanaf de datum van het ontvangstbewijs over zijn aanvraag te beslissen en in dat geval blijft deze beslissing voorbehouden aan de Regering die binnen zestig dagen beslist. »

**Art. 18.** In artikel 171 sub artikel 1 van het decreet van 27 november 1997 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium wordt een paragraaf 4 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 4. Na in § 1 bedoelde afloop van de werken wordt de inschrijving in het register van de hypotheekbewaarder, zoals bedoeld in artikel 168, § 3, ingetrokken. »

**Art. 19.** In artikel 184 sub artikel 1 van het decreet van 27 november 1997 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium worden tussen de woorden "voor" en "handelingen en werken" de woorden "voorafgaande studies of" ingevoegd.

**Art. 20.** Artikel 8 van het decreet van 27 november 1997 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

« Onverminderd artikel 107, § 1, eerste lid, 1°, van hetzelfde wetboek verwerft het bijzonder plan van aanleg, goedgekeurd krachtens de bepalingen van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, die vóór 1 maart 1998 van toepassing waren, alle rechtsgevolgen verbonden aan het gemeentelijk plan van aanleg. »

**Art. 21.** Artikel 11 van het decreet van 27 november 1997 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium wordt aangevuld met een tweede en een derde lid, luidend als volgt :

« Een gemeentelijke adviescommissie waarvan de oprichting vóór 1 maart 1998 door de Regering werd goedgekeurd, blijft tot de vernieuwing ervan rechtsgeldig opgericht overeenkomstig artikel 7 van hetzelfde wetboek.

Tot de installatie van de gemeenteraad blijven de vóór 1 maart 1998 geldende bepalingen van toepassing op de in het eerste en tweede lid bedoelde commissies. »

**Art. 22.** In artikel 13 van het decreet van 27 november 1997 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium worden de woorden "31 januari" vervangen door de woorden "1 februari".

**Art. 23.** Artikel 14 van het decreet van 27 november 1997 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, wordt opgeheven.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 6 mei 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,  
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,  
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,  
W. ANCION

—  
Nota

(1) *Zitting 1998-1999.*

*Stukken van de Raad.* — 512 (1998-1999) nrs. 1 tot 9.

*Volledig verslag.* — Openbare vergadering van 4 mei 1999.

Bespreking. Stemmingen



F. 99 — 1914

[C — 99/27478]

**6 MAI 1999. — Décret portant création du Conseil régional de la formation des agents des administrations locales et provinciales de Wallonie (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — *Du conseil régional de la formation*

*Section Ire.* — De la création et de la compétence du Conseil régional de la formation

**Article 1<sup>er</sup>.** Il est créé un Conseil régional de la formation du personnel des pouvoirs locaux dénommé ci-après le « Conseil ».

Il ne dispose pas de la personnalité juridique.

Son siège est situé à Namur.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Le Conseil a pour mission de rendre des avis et de formuler à son initiative des recommandations concernant :

- l'harmonisation et l'actualisation des formations existantes;
- l'organisation de formations nouvelles susceptibles de rencontrer les besoins des administrations locales;
- l'agrégation des formations, la certification des formateurs et l'évaluation des formations conditionnant les évolutions barémiques du personnel;
- toute disposition relative à la formation.

§ 2. Le Conseil est saisi de la demande d'avis par le Gouvernement wallon ou le comité des services publics locaux et provinciaux.

*Section 2.* — De la composition

**Art. 3.** Le Conseil est composé de vingt et un membres effectifs qui ont voix délibérative.

Il est désigné six membres suppléants qui n'ont de voix délibérative qu'en l'absence des membres effectifs correspondants.

**Art. 4.** Les membres effectifs visés à l'article 3 sont répartis comme suit :

- 1° un président et deux vice-présidents, désignés par le Gouvernement wallon;
- 2° six fonctionnaires des services du Gouvernement, désignés par le Gouvernement wallon;
- 3° six membres désignés paritairement par les organisations syndicales représentatives du personnel des administrations locales et provinciales;
- 4° six membres dont au moins un représentant des provinces, un représentant des communes et un représentant des centres publics d'aide sociale, désignés respectivement par l'Association des provinces wallonnes et par l'Union des villes et communes de Wallonie.

**Art. 5.** Les membres suppléants visés à l'article 3 sont répartis comme suit :

- 1° trois membres désignés paritairement par les organisations syndicales représentatives du personnel des administrations locales et provinciales;
- 2° trois membres dont un représentant des provinces, un représentant des communes et un représentant des centres publics d'aide sociale, désignés respectivement par l'Association des provinces wallonnes et par l'Union des villes et communes de Wallonie.

**Art. 6.** La durée des mandats des membres visés à l'article 3 est de six ans. Ils sont renouvelables.

En cas de vacance d'un mandat, un remplaçant pourra être désigné pour achever le mandat.

Le successeur est désigné conformément aux dispositions du présent chapitre.